

Bulletin d'histoire politique

Les années 1960 en Irlande du Nord : de la lutte pour les droits civiques à la lutte armée

André Poulin



Volume 19, Number 3, Spring 2011

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1055999ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1055999ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Bulletin d'histoire politique VLB Éditeur

ISSN

1201-0421 (print)

1929-7653 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Poulin, A. (2011). Les années 1960 en Irlande du Nord : de la lutte pour les droits civiques à la lutte armée. *Bulletin d'histoire politique*, 19(3), 170–180. <https://doi.org/10.7202/1055999ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique; VLB Éditeur, 2011

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

<https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/>

érudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

<https://www.erudit.org/en/>

Les années 1960 en Irlande du Nord : de la lutte pour les droits civiques à la lutte armée

ANDRÉ POULIN
Université de Sherbrooke

Si les années 1960 ont été une période de modernisation et de profondes transformations de la société au Québec, elles ont pris une tournure dramatique en Irlande du Nord. Alors que les Québécois se dotaient d'un état fort et moderne, locomotive d'un projet collectif de développement économique, social et culturel, les Nord-Irlandais s'engouffraient dans un long conflit meurtrier¹. En raison de la nature de l'état, du poids de l'histoire et de la conjoncture des années 1960, les tentatives de modernisation de la société nord-irlandaise se heurtèrent à une résistance brutale. L'échec de la modernisation remit en question la légitimité de l'État et, par le fait même, contribua au retour de la violence politique sur l'île d'Érin.

L'État d'Irlande du Nord – l'Ulster pour les loyalistes, les 6 comtés pour les républicains – a été créé en 1921 par le traité de Londres qui mit fin à la guerre d'indépendance. Formé des six comtés majoritairement protestants des neuf comtés de la province historique d'Ulster, cet état symbolisait le désir des protestants de demeurer britanniques. Pour les membres de cette communauté, qui formaient à l'origine 66% de population de cette région², demeurer britannique signifiait faire de l'Irlande du Nord un état protestant. C'est ce que James Craig, premier ministre d'Irlande du Nord, exprimait sans ambiguïté lorsqu'il déclara que le parlement de Stormont est « un parlement protestant pour un peuple protestant »³. Cependant, comme le souligne Maurice Goldring, la division de l'île fut une « [s]olution bâtarde qui contenait en germe les conflits actuels »⁴.

Établi à Stormont, en banlieue de Belfast, le parlement d'Irlande du Nord a été dominé par le Parti unioniste d'Ulster sans interruption de sa fondation à sa suspension en 1972. Ce parti, dont les dirigeants étaient membres de l'Ordre d'Orange, avait de forts liens avec le parti conservateur britannique et représentait les intérêts du capital et de l'aristocratie

locale. Pour s'assurer de l'appui des classes populaires protestantes, ce parti pratiquait une politique de discrimination systémique à l'endroit de la population catholique. Cette discrimination s'exerçait dans les sphères de la vie politique et économique⁵.

Sur le plan politique, seules les élections à Westminster respectaient le principe du suffrage universel. Pour les élections à Stormont, un système de double vote pour les propriétaires de sociétés et leur épouse, majoritairement issus de la communauté protestante, était en application. Pour les élections locales, le suffrage était censitaire. Seuls ceux qui payaient des redevances immobilières et leur épouse avaient droit de vote. Jusqu'à six droits de vote pouvaient être accordés aux propriétaires de sociétés. Conséquemment, le nombre d'électeurs ou de voix était différent selon le palier de gouvernement. En 1967, on avait recensé 909 841 électeurs ou voix pour les élections de Westminster, 933 724 pour celles de Stormont, en raison du système de double vote, et seulement 694 483 pour les élections locales⁶. Dans les régions à majorité catholique, on avait aussi eu recours à une politique de charcutage des districts électoraux (*gerrymandering*) afin d'assurer à la population protestante le contrôle des institutions locales⁷.

L'exemple de la ville de Derry/Londonderry (selon que l'on soit catholique ou protestant) illustre bien ces pratiques discriminatoires. Cette ville à majorité catholique (36 049 catholiques, 17 695 protestants, selon le recensement de 1961) était sous le contrôle de la communauté protestante, et ça pour deux raisons. Premièrement, le suffrage censitaire désavantageait les catholiques. Sur les 19 870 catholiques de 21 ans et plus qui vivaient à Derry, seulement 14 325 (incluant 257 voix accordées aux entreprises détenues par des catholiques) avaient droit de vote. Par contre, sur les 10 573 protestants de plus de 21 ans, 9 235 étaient autorisés à voter (dont 902 voix données aux entreprises protestantes). Deuxièmement, le charcutage électoral répartissait de façon arbitraire les votes dans les trois districts électoraux au profit des protestants. Dans le district Sud, seul district majoritairement catholique, 10 130 catholiques et 1 260 protestants éli-saient 8 conseillers municipaux. Dans le district nord, 8 conseillers étaient nommés par 2 356 catholiques et 4 355 protestants, et, dans celui du bord de l'eau, 1 839 catholiques et 3 620 protestants désignaient 4 conseillers. Ainsi, élections après élections, le conseil municipal de cette ville était composé de 12 protestants et de 8 catholiques⁸.

Le contrôle du conseil municipal de la ville de Derry par les protestants s'exerçait évidemment au détriment de la population catholique. L'inégalité dans la distribution des logements sociaux en était la conséquence la plus visible. Il ne faut pas oublier qu'en accordant un logement, en raison du suffrage censitaire, on accordait aussi des droits de vote. Pour cette raison, les logements sociaux étaient avant tout attribués aux familles protestantes. Ainsi à Derry, dans le milieu des années 1960,

plus de 2 000 familles catholiques étaient toujours en attente d'un logement, alors qu'il n'y avait aucune famille protestante dans cette situation⁹. La discrimination ne se limitait pas aux logements, elle touchait aussi les emplois municipaux. Sur les 187 emplois offerts par la municipalité de Derry, 145 étaient détenus par des protestants¹⁰.

La discrimination économique ne se pratiquait pas uniquement au niveau municipal. La fonction publique nord-irlandaise était à 90 % protestante. Dans le secteur privé, les emplois les mieux rémunérés échappaient aux catholiques, comme en fait foi leur faible présence dans les chantiers navals, fleuron de l'économie belfastoise¹¹. Dans son autobiographie, Bernadette Devlin décrit bien comment s'exerçait cette discrimination: «si vous arrivez dans une usine pour y solliciter un emploi, on vous demande à quelle école vous étiez. Si vous dites "Saint-Chose" ou "Saint-Machin", on en conclut immédiatement que vous êtes catholique et on ne vous embauche pas»¹². Discrimination d'ailleurs approuvée par le pouvoir politique. En 1934, Sir Basil Brooke, ministre de l'agriculture d'alors et futur Premier ministre, déclara: «Je recommande à tous ceux qui sont Loyalistes de ne pas employer de catholiques romains, car 90 % d'entre eux sont déloyaux»¹³. Par conséquent, les travailleurs catholiques occupaient généralement des emplois mal rémunérés et se retrouvaient deux fois plus souvent au chômage que les travailleurs protestants¹⁴.

Pour s'assurer de la soumission de la population catholique, le gouvernement unioniste avait à sa disposition une force policière (*Royal Ulster Constabulary*), qui détenait des pouvoirs répressifs illimités garantis par une loi spéciale qui faisait l'admiration du premier ministre sud-africain dans les années 1960¹⁵. Cette police était secondée dans ses tâches par des forces supplétives, dont les fameux *B Specials*. Composées majoritairement de protestants, les forces de l'ordre se comportaient comme une police politique¹⁶.

L'Irlande du Nord projetait donc l'image d'une société tournée vers le passé et réfractaire au changement. Au début des années 1960, cependant, l'immobilisme ne pouvait plus servir le parti unioniste. Des réformes s'imposaient. Le textile et les chantiers navals, les deux industries qui avaient fait la richesse de l'Irlande du Nord, étaient en déclin. Le *Northern Ireland labour party* gagnait en popularité et la population catholique réclamait la fin de la discrimination¹⁷.

L'arrivée au pouvoir d'un nouveau Premier ministre, Terence O'Neill, permettait de croire aux changements. Très rapidement cependant, le gouvernement O'Neill se montra incapable de répondre aux attentes élevées de ceux qui demandaient des réformes importantes. Les catholiques, qui s'impatientaient devant le peu d'empressement du gouvernement à agir sur la question de la discrimination, étaient insatisfaits des nouvelles mesures adoptées. Ils dénonçaient, entres autres, les réformes économiques

qui profitaient uniquement aux protestants – les nouvelles industries s'établirent dans des régions majoritairement protestantes¹⁸ et furent choqués par le choix de la ville protestante de Colrairie comme lieu d'établissement d'une nouvelle université au lieu de Derry, la seconde ville en importance en Irlande du Nord, mais majoritairement catholique. O'Neill ne s'attira pas uniquement des critiques de la part de ceux qui réclamaient des changements. Il fut aussi dénoncé par les loyalistes qui avaient fait des slogans *not an inch* et *no surrender* leur programme politique. Ceux-ci voyaient d'un mauvais œil l'ouverture d'un dialogue entre son gouvernement et la République d'Irlande¹⁹. O'Neill n'avait donc pas été en mesure de comprendre ni les aspirations profondes des catholiques, ni les craintes d'une fraction de la population protestante qui percevait toute concession aux nationalistes comme un prélude à la réunification de l'Irlande.

Comme les Québécois, les catholiques d'Irlande du Nord entrèrent dans les années 1960 animés par un profond désir de changement. À ce moment, la question de la partition n'était plus au cœur des revendications des catholiques depuis l'échec de la campagne des frontières de l'IRA (1956-1962)²⁰. D'ailleurs, à la suite de cet échec, l'IRA, convertie aux idées marxistes, abandonna la lutte armée et concentra ses activités dans les luttes politiques et sociales. Son nouvel objectif était l'abolition de la discrimination, passage obligé, selon elle, à l'union des classes ouvrières protestante et catholique. Cette union, pour les dirigeants de l'IRA, devait mener à la construction d'une Irlande unie socialiste²¹.

L'abolition de la discrimination allait désormais être le cheval de bataille de la population catholique. Cette lutte allait être menée par une nouvelle génération d'intellectuels, née de la loi Butler. Cette loi, votée par les travaillistes en 1947, donnait, grâce à un programme d'aide financière, accès aux études supérieures aux enfants doués venant des milieux populaires. Sortie de l'université au début des années 1960, la première génération «Butler», comme de nombreux jeunes à travers le monde, militait pour le changement. La fondation en 1964 de la CJS (*Campaign for Social Justice*) par des membres de cette nouvelle élite intellectuelle, le Dr Conn McCluskey et sa femme Patricia, marque une étape importante dans la lutte contre la discrimination. La CSJ avait comme objectif de documenter la discrimination et ses effets. Ses travaux influencèrent de nombreux jeunes Irlandais²².

À l'instar de la CJS, d'autres organisations se formèrent pour lutter contre la discrimination. Inspirées par le mouvement de droits civiques fondé par Martin Luther King aux États-Unis, ces organisations se réunirent en 1967 sous la bannière de la NICRA (*Northern Ireland Civil Rights Association*). Cette association, qui se voulait apolitique, comptait parmi ses membres des catholiques de toutes tendances, principalement des républicains, des centristes et des socialistes, mais aussi des protestants

progressistes. Son programme demandait la fin du charcutage électorale et l'instauration du suffrage universel dans le domaine de la politique municipale, une redistribution équitable des emplois et des logements ainsi qu'une réforme en profondeur de la police et l'abolition de la loi spéciale. Pour faire avancer sa cause, la NICRA allait avoir recours aux marches, aux *sit-in* et aux occupations de locaux. Par ces moyens de pression, elle voulait forcer Londres à intervenir. Bien que la NICRA ne fût pas un mouvement antipartitionniste et qu'elle demandait seulement que la population catholique puisse bénéficier des mêmes droits que tout britannique, elle fut rapidement considérée comme subversive par une partie importante de la population protestante²³.

La NICRA allait retenir pour la première fois l'attention de la population à l'été 1968. Austin Currie, jeune député nationaliste de la circonscription de East Tyrone, fatigué de demander sans résultat des réformes au parlement de Stormont, décida de passer à l'action après qu'il eut appris de Paul Rose, député travailliste et président de la *Campaign for Democracy in Ulster*, que le gouvernement de Londres n'interviendrait pas en Irlande du Nord s'il n'y était pas forcé²⁴.

C'est à Calderon que tout débuta. Dans cette municipalité, il y avait 269 familles catholiques en attente d'un logement²⁵. Malgré cette situation, un logement devenu vacant fut attribué à une jeune protestante de 19 ans. Cette dernière était secrétaire d'un politicien local et fiancée à un auxiliaire de police. Il n'en fallait pas plus pour soulever la colère de la population catholique locale. Currie, par solidarité envers la population catholique de Calderon et par désir de forcer le gouvernement à agir, établit une occupation illégale du logement en question. Ce ne fut pas la première occupation illégale d'un logement. Ce fut cependant la première fois qu'un député en organisait une. C'est pour cette raison que les médias étaient présents. Ils filmèrent en direct l'éviction des occupants illégaux. La diffusion des images dans les foyers nord-irlandais transforma cette question locale en une d'intérêt national.

Profitant de cette publicité et voulant maintenir la pression sur le gouvernement de Stormont, Currie contacta la NICRA dans le but d'organiser une marche. Plus de 2 000 personnes répondirent à l'appel des organisateurs et marchèrent sous la bannière de la NICRA de Coalisland à Dungannon le dimanche 14 août, en chantant *We shall Overcome*, comme le faisaient les militants pour les droits civiques aux États-Unis. Cette première marche attira l'attention de la population protestante. Près de 1 000 partisans des *Protestant Volunteers*, groupe politique inspiré par le révérend Ian Paisley et son bras droit, le major Ronald Bunting, se présentèrent sur les lieux de la marche pour manifester leur opposition aux revendications de la NICRA. Ce n'était pas la première, ni la dernière fois, que Paisley allait faire parler de lui. Ce protestant évangélique, fondateur de l'Église Presby-

térienne Libre, incarnera tout au long du conflit nord-irlandais l'intolérance protestante à l'endroit de la population catholique.

À la suite du succès de cette première marche, la NICRA récidiva à Derry. Dans cette ville, la lutte contre la discrimination dans la distribution des logements était menée par le DHAC (*Derry Housing Action Committee*), formé de jeunes radicaux, principalement des membres du *Northern Ireland Labour Party* et de la *Connolly Society*. Cette organisation, qui militait depuis quelque temps de façon bruyante, invita la NICRA à tenir une marche dans la ville le 5 octobre. À l'annonce de la tenue de la marche, la communauté protestante réclama son interdiction. Le gouvernement unioniste acquiesça à cette demande. Après avoir hésité, les organisateurs de la marche décidèrent d'aller de l'avant avec leur projet.

En cette journée du 5 octobre, quelque 400 manifestants défièrent l'interdiction du gouvernement. Parmi les marcheurs, il y avait des politiciens, dont Gerry Fitt, député nord irlandais à Westminster, et quelques collègues anglais venus constater personnellement l'état de la situation. Arrivés à destination, les marcheurs furent confrontés à un important cordon policier. Aussitôt, il y eut des escarmouches entre manifestants et forces de l'ordre. Les policiers répliquèrent par une violente charge à la matraque. Gerry Fitt fut le premier touché. Il ne fut pas le seul. En tout, 88 personnes furent blessées. La brutalité de la charge policière fut captée en direct par la télévision irlandaise (RTE) et l'image de Gerry Fitt, le crâne ensanglanté, fit le tour du monde. La colère de la population catholique de Derry fut immédiate. La ville connut trois jours d'émeutes et les premières barricades furent érigées dans les quartiers catholiques. Du côté de la communauté protestante, on se félicitait de l'intervention policière. Pour elle, derrière les manifestations pour les droits civiques se cachait le mouvement républicain. À ces yeux, la NICRA et l'IRA étaient du pareil au même. La manifestation de Derry eut des conséquences importantes pour le mouvement des droits civiques. La fragile alliance créée autour de la NICRA s'effrita. Deux nouvelles tendances se développèrent à l'intérieur du mouvement pour les droits civiques, le *Derry Citizens Action Committee* (DCAC) et la *People's Democracy* (PD).

Le DCAC représentait la frange modérée du mouvement. Regroupant les leaders de la classe moyenne catholique de Derry et quelques protestants progressistes, ce mouvement voulait poursuivre la lutte pour les droits civiques. Cependant, ses membres ayant été choqués par la violence du 5 octobre, le DCAC prêchait la modération afin d'éviter de nouvelles confrontations. À son actif, on lui doit la plus grande manifestation de l'année 1968. Tenue à Derry le 16 novembre, cette manifestation regroupa 15 000 personnes. En cette journée, il n'y eut aucun affrontement, les organisateurs s'assurèrent que les manifestants respectaient les cordons policiers. Cependant, les tensions continuaient de monter entre les deux

communautés. Des affrontements eurent lieu, comme ceux d'Armagh le 30 novembre, où les partisans de Paisley s'étaient réunis pour protester contre une marche pour les droits civiques²⁶.

Pour éviter l'escalade des affrontements, le DCAC décida, à la fin de l'année 1968, de suspendre temporairement ses manifestations. On voulait ainsi donner une chance à O'Neill. Lors d'une allocution télévisée le 9 décembre, intitulée fort à propos *Ulster at the cross Road*, ce dernier avait d'ailleurs annoncé la mise en place prochaine de réformes. Il avait cependant demandé à la population d'être patiente. Dans le but de démontrer sa bonne foi à l'endroit de la population catholique, O'Neill congédia son ministre de l'intérieur, William Craig, considéré comme une des principales figures de la ligne dure à l'endroit des catholiques. Ce congédiement allait provoquer la colère des loyalistes radicaux, qui de plus en plus clamaient ouvertement *O'Neill must go*.

Du côté des militants pour les droits civiques, tous ne partageaient pas les vues du DCAC. La frange la plus radicale se méfiait des membres de ce comité. Pour Eamonn McCann, membre du DHAC, ils étaient: «*middle-age, middle-class, and middle of the road*»²⁷. Cette frange se rallia à la PD, groupe formé par des étudiants radicaux de l'université Queen's à Belfast lors d'une manifestation tenue le 9 octobre pour dénoncer la brutalité policière survenue à Derry. Influencés par les événements de Paris, les membres de la PD évoluèrent rapidement vers le socialisme, comme le souligna Bernadette Devlin, l'une de ses plus charismatiques dirigeantes:

Notre glissement vers la gauche avait commencé vers la fin octobre et il était dû au simple fait que les solutions les plus efficaces aux problèmes dont nous discutons entre nous étaient toujours celles que proposait la gauche. C'est par nous-mêmes que nous avons abouti au socialisme²⁸.

Contrairement aux membres du DCAC, ceux de la PD ne faisaient pas confiance à O'Neill. Pour eux, arrêter les pressions contre le gouvernement unioniste était une erreur tactique. Inspirée par la marche de Martin Luther King de Selma à Montgomery, la PD décida d'organiser une grande marche de Belfast à Derry. On espérait ainsi mettre en évidence la nature répressive du gouvernement. Cette marche, qui eut lieu du 1er janvier au 4 janvier 1969, passa à travers de nombreux villages protestants. Tout au long du parcours, les marcheurs furent attaqués par des contre-manifestants gonflés à bloc par le major Bunting et ses disciples. La violence atteint son paroxysme le quatrième jour lorsque les marcheurs furent victimes d'une embuscade à Burntollett, non loin de Derry. À cet endroit, sous le regard impassible des policiers, plusieurs marcheurs furent blessés, atteints par des bouteilles ou des pierres lancées en leur direction, ou par des charges à la matraque ou à la barre de fer²⁹. À l'annonce de cette em-

buscade, la population catholique de Derry, mue par la colère, se souleva contre les forces de l'ordre. Les barricades réapparurent dans les quartiers catholiques et les premiers groupes d'autodéfense furent constitués. Une grande partie de la ville de Derry était devenue « zone libre »³⁰.

Les violences provoquées par cette dernière marche laissaient peu d'espoir pour une résolution pacifique de l'impasse politique dans laquelle se trouvait l'Irlande du Nord. La communauté catholique était fortement divisée. Elle se demandait de plus en plus si seuls des moyens pacifiques pouvaient lui apporter l'égalité des droits. Elle était partagée entre réformes ou révolution. Du côté des protestants, les dissensions étaient évidentes. O'Neill était de plus en plus contesté, comme en témoignent les résultats des élections du printemps durant lesquelles il perdit 13 des 39 sièges unionistes aux mains d'opposants. Lui-même passa proche de perdre son siège au profit de Paisley³¹. Au mois d'avril, O'Neill fut forcé de démissionner à la suite d'attentats à la bombe perpétrés par l'UVF (*Ulster Volunteer Force*) qui cherchait à en faire porter le blâme à l'IRA pour mettre fin au projet de réformes³². Son départ ne put ramener l'unité parmi la communauté protestante. Elle était divisée entre réformes ou résistance³³.

Ces divisions importantes dans la société nord irlandaise nées des événements de 1968 forcèrent l'intervention du gouvernement britannique. La population catholique n'acceptant plus le report des réformes se souleva lors de la saison des marches protestantes. Le 12 août 1969, la population catholique de Derry s'opposa à la tenue de la marche annuelle des *Apprentices Boys*. Les affrontements violents qui s'en suivirent entre les deux communautés gagnèrent rapidement les rues de Belfast. Pour mettre fin à la violence, le gouvernement britannique fut contraint d'envoyer des troupes à Derry et à Belfast les 14 et 15 août³⁴.

Au départ, l'armée britannique fut bien accueillie par la communauté catholique. Cependant, les premières opérations de l'armée menées contre cette communauté eurent de profondes conséquences. De ces opérations, trois méritent d'être mentionnées. La première est le couvre-feu et le bouclage militaire du quartier catholique Falls Road à Belfast, menée du 3 juillet au 5 juillet 1970 dans le but de saisir des armes. Durant cette opération, l'armée tua quatre civils et se livra au pillage et au vandalisme des logements et des commerces de la population catholique de ce quartier³⁵. La deuxième, l'instauration de l'internement sans procès le matin du 9 août 1971, visait uniquement la population catholique³⁶. Et la troisièmement, l'assaut des parachutistes contre des manifestants qui participaient à une marche pour les droits civiques tenue à Derry le 30 janvier 1972 (*Bloody Sunday*) fit quatorze morts parmi les civils³⁷. Pour la population catholique, ces trois opérations démontraient que l'armée britannique était en Irlande du Nord pour défendre les institutions existantes³⁸.

Le comportement de l'armée britannique à l'égard de la population catholique fut le meilleur agent recruteur pour la nouvelle IRA provisoire. Formée à la fin de l'année 1969 par des membres insatisfaits de l'orientation prise par les dirigeants de l'IRA dite « officielle », l'IRA provisoire avait comme objectif, dans un premier temps, de défendre les quartiers catholiques, puis de répliquer aux attaques de l'armée et, enfin, lorsqu'elle en aura les moyens, de passer à l'offensive. Au lendemain du *Bloody Sunday*, cette organisation comptait plus de 2 000 membres actifs et était passée à l'offensive³⁹. L'année 1972, avec 497 morts, fut la plus meurtrière du conflit⁴⁰. Le parlement de Stormont n'ayant plus de légitimité, le gouvernement britannique fut forcé de l'abolir au printemps 1972.

Contrairement au Québec, les années 1960 ne furent pas le théâtre de grandes transformations en Irlande du Nord. Les résistances aux changements furent telles que la question de l'égalité allait faire place à celle de la légitimité du parlement de Stormont. La répression militaire avait rendu caduques les revendications du mouvement pour les droits civiques. Au début des années 1970, le recours aux armes semblait légitime pour une grande partie de la jeunesse catholique en raison des agissements de l'armée britannique à l'endroit de sa communauté. Pour elle, l'armée était en Irlande du Nord non pas pour résoudre la crise politique mais pour défendre les intérêts britanniques. Ainsi, la question de la libération nationale, qui allait devenir dans les années 1970 l'enjeu politique le plus important en Irlande du Nord, ne pouvait être posée dans les mêmes termes qu'au Québec en raison des parcours historiques différents empruntés par les deux sociétés dans les années 1960.

Notes et références

1. Entre 1969 et 1998, l'année des accords du Vendredi saint, plus de 3 600 personnes ont perdu la vie dans les violences politiques qui ont secoué cette région.
2. Aujourd'hui, la population d'Irlande du Nord est composée de 55 % de protestants et 45 % de catholiques.
3. Cité dans Jean Guiffan, *La Question d'Irlande*, Bruxelles, Éditions Complexe, 1989, p. 185.
4. Maurice Goldring, « Ulster, dix-huit ans de drame », *Autrement*, p. 142.
5. Niall O'Dochartaigh, « Northern Ireland », dans Martin Klimke et Joachim Scharloth (dir.), 1968 *in Europe. A History of Protest and Activism, 1956-1977*, New York, Palgrave Macmillan, 2008. p. 137.
6. J. Guiffan, *op.cit.*, p. 186.
7. CSJ Londonderry, *One Man, No Vote*, Castlefields, Dungannon, 1965, p. 1-2.
8. *Ibid.*, p. 4.
9. *Ibid.*, p. 5.
10. *Ibid.*, p. 6.

11. David McKittrick et David Mc Vea, *Making Sense of the Troubles. The Story of the Conflict in Northern Ireland*, Chigaco, New Amsterdam Books, 2000, p. 11-12.
12. Bernadette Devlin, *Mon âme n'est pas à vendre*, Paris, Seuil, 1969.
13. J. Guiffan, *op. cit.*, p. 187.
14. Paul Bew, *Ireland, the Politic of Enminity 1789-2006*, Belfast, Queen's University Press, 2007, p. 448.
15. J. Guiffan, *op. cit.*, p. 184. Parmi les pouvoirs exceptionnels conférés par cette loi, il y avait les pouvoirs suivants: d'arrêt sans mandat, d'emprisonner sans inculpation ni procès, de déclarer le couvre-feu, d'interdire des meetings, d'empêcher une enquête après la mort d'un prisonnier, d'interdire la diffusion de tout journal, etc. Voir à ce sujet Roger Faligot, *La Résistance irlandaise*, Paris, Maspero, 1977, p. 66-67.
16. R. Faligot, *op. cit.*, p. 67.
17. En 1962, le Northern Ireland Labour Party avait reçu 26% des votes exprimés lors des élections. D. McKittrick et D. Mc Vea, *op. cit.*, p. 28.
18. Pour les catholiques, le développement de la nouvelle ville de Craigavon, nommée en l'honneur du premier Premier ministre d'Irlande du Nord, exprimait le caractère sectaire des réformes.
19. O'Neill fut le premier Premier ministre d'Irlande du Nord à rencontrer son homologue de la République d'Irlande. Jack Holland, *Hope Against History. The Course of Conflict in Northern Ireland*, New York, Henry Holt, 1999, p. 14.
20. L'IRA croyait en lançant des attaques en provenance de la République d'Irlande sur les postes frontaliers d'Irlande du Nord que la population catholique des six comtés allait se soulever contre le régime de Stormont. Cependant, ces attaques n'obtinrent aucun soutien populaire. Sur la campagne des frontières voir Barry Flynn, *Soldiers of Folly. The IRA Border Campaign 1956-1962*, Cork, The Collins Press, 2009, 214 p.
21. N. Ó Dochartaigh, *op. cit.*, p. 140.
22. Tim Pat Coogan, *The Troubles. Ireland's Ordeal 1966-1996 and the Search for Peace*, Londres, Arrow, 1996, p. 32.
23. Au sujet du NICRA, voir Bob Purdie, *Politics in the Streets: The Origins of the Civil Rights Movement in Noerthern Ireland*, Belfast, Blackstaff, 1990.
24. Danny McCann, «Ex-hellraiser who helped force Britain to intervene», *Irish News*, 19 mai 2005.
25. T. P. Coogan, *op. cit.*, p. 35.
26. Cameron Report, *Disturbances in Northern Ireland*, Report of the Commission appointed by the governor of Northern Ireland, Her Majesty's Stationery Office, chap. 8, p. 30.
27. Eamonn McCann, *War and Irish Town*, Londres, Pluto Press, 1993, p. 101.
28. Citée dans R. Faligot, *op. cit.*, p. 126.
29. Sur la PD et la marche de Belfast à Derry, voir Paul Arthur, *The People's Democracy, 1968-1973*, Belfast, Blackstaff, 1974.
30. Ces zones protégées par des comités de défense étaient inaccessibles aux forces de l'ordre. Après 1969, l'IRA en assurait la protection. L'armée démantèlera les barricades en juillet 1972, lors de l'opération *Motorman*.
31. J. Guiffan, *op. cit.*, p. 203-204.

32. Ce groupe paramilitaire protestant avait déjà fait parler de lui avec cet événement. Au cours de l'été 1966, les membres de l'UVF avaient déclaré la guerre aux membres de l'IRA. Ayant été incapables de mettre la main sur des membres de l'IRA, ils s'en prirent à des catholiques qui se trouvaient sur leur chemin. Leur folie meurtrière couta la mort de trois personnes innocentes.
33. Pour avoir une vue d'ensemble sur l'année 1968, voir André Poulin, « 1968 en Irlande du Nord », dans Patrick Dramé et Jean Lamarre (dir.), 1968, *des sociétés en crise: une perspective globale*, Québec, PUL, 2009.
34. D. McKittrick et D. McVea, *op. cit.*, p. 53-56.
35. Le couvre-feu et le blocage militaire du quartier Falls Road furent instaurés après que l'armée rencontrât une résistance déterminée de la population lors d'une fouille d'un logement pour y saisir des armes. Lors de cette opération quatre civils non impliqués dans les affrontements furent tués par l'armée. Trois furent tués par balle, un fut renversé mortellement par un véhicule de l'armée.
36. L'internement sans procès est l'équivalent de la loi des mesures de guerre. Le premier protestant arrêté sous cette loi, le fut uniquement en 1973, en dépit du fait que les paramilitaires protestants étaient responsables de nombreux décès depuis le début du conflit.
37. Le rapport Saville (2010) a conclu que les militaires britanniques avaient ouvert le feu sans avoir été provoqués et que toutes les personnes tuées étaient d'innocentes victimes.
38. Martin Frampton, « Embuscades et agents secrets: la "sale guerre" des Britanniques en Irlande du nord », *Critique Internationale*, 2008, vol. 4, no. 41, p. 21-39.
39. L'IRA officielle déclara un cessez-le-feu au mois de mai 1972 qu'elle respecta presque intégralement jusqu'à aujourd'hui.
40. À ces décès, il faut ajouter près de 5 000 blessés, plus de 10 000 incidents impliquant des armes à feu, près de 2 000 attentats à la bombe, près de 2 000 vols de banque ayant rapporté plus ou moins 800 000 £ aux différents groupes paramilitaires. D. McKittrick et D. McVea, *op. cit.*, p. 83.